

ELECTIONS LEGISLATIVES A BEJAIA

12 partis politiques et 16 listes d'indépendants ont déjà retiré des formulaires

Si la rue bougiote ne semble visiblement pour le moment guère emballée par les prochaines législatives, du côté des états-majors locaux des partis politiques et de certaines structures de la société civile locale un véritable branle-bas de combat est engagé ces derniers jours pour la confection des listes électorales.

Pas moins de 28 formulaires de candidatures ont déjà été retirés au niveau de l'administration locale en prévision des législatives du 17 mai prochain avec 16 listes d'indépendants et 12 pour les formations politiques, notamment le RCD, le FLN, le RND, le MSP, le PT et le MEN. Il reste toutefois aux postulants indépendants à la candidature au prochain scrutin législatif un autre écueil à surmonter, à savoir la récolte nécessaire des 400 signatures légalisées pour chaque siège brigué conformément à la disposition contenue dans l'article 109 de la loi électorale.

Au FLN, la collecte des candidatures a été clôturée mardi dernier. Aziz Djohri, membre du conseil national du parti de Belkhadem et superviseur de l'opération de recueil des candidatures à Béjaïa, a annoncé lors d'un point de presse que 110 dossiers de postulants à la candidature sur la liste du FLN ont été déposés au niveau de la mouhafadha. Les dossiers des candida-



tures recueillis auprès des différents kasmass que compte le plus vieux parti algérien à travers la wilaya de Béjaïa seront étudiés par la direction nationale du parti pour désigner les 11 premiers postulants et les trois suppléants qui auront la charge de défendre les couleurs du FLN dans la circonscription électorale de Béjaïa. On croit savoir que Taha Boulem, directeur de la centrale nucléaire de Ain Ouessara et Derradji Salah, doyen de la faculté des sciences humaines et lettres de l'université Abderrahmane-Mira de Béjaïa, seraient pressentis pour conduire la liste du FLN. Au RND, c'est l'actuel responsable du bureau de wilaya d'Ouyahia, Allat Omar, et Abdelghani Boulila, vice-recteur de l'université de Béjaïa, qui auraient été désignés, selon certaines

indiscrétions, pour diriger la liste du parti d'Ouyahia le 17 mai prochain.

Du côté du RCD, à en croire les milieux proches du rassemblement localement, ce serait l'ex-député de Béjaïa, ex-numéro deux et actuellement secrétaire national à l'économie du parti de Sadi Djamel Ferdjallah, qui aurait été reconduit comme tête de liste où figureraient également Tarik Mira, un autre ex-député aussi de Béjaïa, et Berdjouia d'Amzirou, un ex-militant du parti de Louisa Hanoune, élu au palais Zighout-Youcef lors du dernier scrutin législatif du mois de mai 2002 largement boudée pour rappel par la population de Kabylie ayant rejoint récemment les rangs du Rassemblement.

Des animateurs de diverses structures s'expriment jusque-là au nom du

mouvement citoyen ont également décidé de s'engager dans la bataille électorale prochaine. Tout comme les animateurs de l'aile de la CICB ayant pris part au dialogue avec Ouyahia qui ont récemment opté pour une "autre forme de lutte en investissant le palais Zighout-Youcef pour défendre le document d'El Kseur", argue-t-on, leurs ex-pairs du mouvement à Béjaïa à l'image de Ali Gherbi, le porte-parole du comité local de la société civile d'El Kseur, ont aussi opté pour la participation aux législatives du 17 mai.

De son côté, le parti d'Aït Ahmed qui a choisi de boycotter les prochaines législatives ne compte pas rester les bras croisés pour faire adhérer la population béjaoui à sa cause. Dans un communiqué rendu public, le FFS de Tazmalt annonce une assemblée générale pour ce week-end avec comme sujet principal des discussions : le compte rendu des travaux et des décisions du dernier conseil national et adopter par la même occasion un programme d'actions de la campagne en vue "d'un boycott massif et actif" de ce qu'il qualifie "de zawadj el moutaaj du 17 mai 2007".

A. K.

MEDEA

Un projet de station de surveillance sismique en "gestation"

Le Centre national de la recherche appliquée en génie parasismique de Hussein-Dey (Alger) projette d'installer une station sismologique de haute sensibilité dans la wilaya de Médéa en vue de renforcer son dispositif de veille et de surveillance des activités sismiques dans la région centre du pays, a-t-on appris du responsable du centre.

Une opération de prospection a été entamée récemment, selon le même responsable, au niveau de la wilaya de Médéa pour l'implantation de l'une des cinq nouvelles stations qui seront réalisées "prochainement" dans différentes régions du pays, ajoutant que les sites proposés par les autorités locales de la wilaya de Médéa, au terme de la première phase de prospection menée dans la région, feront l'objet d'une étude minutieuse et approfondie afin d'identifier la zone d'implantation la mieux adaptée pour ce type d'installation.

Ce projet, a indiqué le responsable du centre, s'inscrit dans le cadre d'un programme de redéploiement du réseau de surveillance du Centre national de la recherche appliquée en génie parasismique qui doit cibler d'autres régions du pays, puisqu'il est programmé l'installation, à court terme, de cinq stations de surveillance au niveau des régions sud-ouest et sud-est, nord-ouest et nord-est, tendant à assurer un "maillage total" du territoire national.

L'installation de ces nouvelles stations est destinée à renforcer le réseau national de surveillance des activités sismiques qui dispose de quelque 300 stations "accélérométriques", utilisées spécialement pour l'enregistrement des mouvements sismiques, la collecte des données scientifiques et techniques inhérentes à l'aléa sismique, le calcul de la dynamique des structures qui sont d'un apport capital dans la surveillance et l'étude de ce phénomène, a-t-on indiqué de même source.

APS

TECHNICUM DE BOUZEGUENE

Les élèves font la fête

Le comité des élèves du technicum des Frères-Hanouti de Bouzeguène, chargé de la coordination des actions culturelles et scientifiques de l'établissement, a organisé, récemment, une fête à laquelle ont pris part tous les élèves unis dans des moments inoubliables de convivialité et de joie.

Encadrée et dirigée à 100% par les élèves mobilisés dans un généreux élan, célébrant ainsi un double événement : la fin d'un long et éreintant trimestre et, avec un léger décalage, la Journée internationale de la femme d'autant que les filles du technicum, des femmes en devenir, représentent un très fort taux de l'effectif scolaire. Chose qui n'a pas échappé à leurs camarades garçons qui ont saisi cette occasion pour leur rendre hommage.

La fête a été ainsi l'occasion pour le comité d'élèves de relancer les projets artistiques du lycée dont la musique et la poésie qui se sont taillées la part du lion. L'établissement s'est révélé être une véritable pépinière de talentueux chanteurs et de poètes qui ont émerveillé la nombreuse assistance durant

les tours de chant où la chanson à texte s'est taillée la part du lion.

Un exercice dans lequel ont excellé les jeunes chanteurs Salim Rebaï, Samir Djaoudi, Sofiane Toualbi, Hammar Meziane et Chabi Sadi, et le percussionniste Si Ahmed Kamel, côté garçons. La fille chanteuse Massa Youss, quant à elle, a bien représenté ses camarades filles. Un bel orchestre dirigé à la basse par le musicien Allili Mohand Larbi qui a composé la musique de deux cours métrages, avec deux invités de marque Karim Habi et Amar Chebini a été requis pour la circonstance. Des chants aux mélodies desquelles les élèves ont vibré inondant la piste de danse dans des scènes de joie indescriptibles. La poésie a été également présente avec Katia Touat, Naguib Abdeddou et Smail Aouidat.

Totale, la fête a aussi mis en évidence l'esprit de corps et la cohésion des élèves qui n'ont pas manqué de broser par la poésie un tableau de leur vie scolaire et leurs préoccupations en tant que jeunes.

S. Hammoum

TIZI-OUZOU

APC d'Illiltène, le feuilleton continue...

La crise qui, depuis plusieurs semaines, secoue l'Assemblée communale d'Illiltène et son exécutif n'a toujours pas trouvé de dénouement. L'administration centrale tarde à intervenir, mais les 7 contestataires (sur 9) campent sur leurs positions, retirant leur confiance à l'exécutif actuel auquel ils demandent des comptes.

La commission d'enquête et l'intervention éventuelle de la Cour des comptes, annoncées par le secrétaire général du RND local, ne furent, semble-t-il, qu'un moyen de gagner du temps. Pourquoi, se demandent les électeurs, tarde-t-on à découvrir les dessous de l'affaire ? Que font les services compétents en la matière pour assainir la situation ?

Rappelons que l'assemblée communale d'Illiltène, dans son ensemble, reproche au P/APC une gestion désastreuse, un autoritarisme mal placé et de

nombreuses anomalies en matière de prise de décision. On l'accuse entre autres de fausser les délibérations, d'établir de faux PV de réunion et de prendre des décisions arbitraires en matière de passage de marchés, ayant institué le gré à gré qui, selon les membres contestataires, a favorisé chez le maire le népotisme et autres dérives.

L'administration de wilaya tardant à intervenir, les 7 élus contestataires de l'assemblée d'Illiltène ont déposé une plainte auprès du tribunal de Ain El-Hammam dans l'espoir de voir évoluer la situation. C'est encore le statu quo selon toute apparence. Une situation de blocage qui touche avant tout le citoyen. L'opacité en la situation ne plaide pas en faveur de l'exécutif communal et de l'administration qui ne semble pas prête à traiter le dossier.

MAT